

Région du Sud-Ouest,  
Service du Matériel et de la Traction

303 LM 1911  
(1944 - 1946)

Reintégration d'agents licenciés ou révoqués  
pour des raisons non professionnelles

---

Agents révoqués avant l'armistice

Alfane Barsat





PARIS le Mai 1946

PA 3

LE CHEF DU SERVICE DU MATERIEL  
ET DE LA TRACTION  
à

Monsieur le CHEF des SERVICES  
ADMINISTRATIFS & SOCIAUX

Réglement de la  
situation de M. BARBAT

VR: Pl du 16.5.46

J'ai l'honneur de vous faire  
connaître que le règlement de la situation de  
M. BARBAT LEON ex-ouvrier à Montluçon est maintenant  
effectué: cet ex-agent a perçu une somme de 61.586 Frs  
représentant le rappel qui lui était dû pour la pé-  
riode du 23.7.40 au 28.1.45.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: VEQUE

Ju des Rel  
me Dr 24 Bea

✓

MONTLUÇON, le 25 Mai 1946.

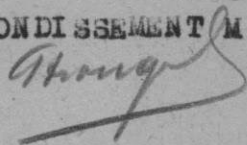
Monsieur le Chef du Service  
du matériel et de la Traction  
Division du Service Général - PERSONNEL PA3 -

AFFAIRE BARBAT -

( Suite à votre transmission PA3 du 20.5.46 ).

L'Entretien de Montluçon-La-Loue nous avise ce jour que le bureau Régional de la Solde lui a adressé les feuilles de décompte des sommes revenant à l'ouvrier BARBAT Léon ainsi qu'un reçu n° 353 de la somme de 61586 Fr représentant le rappel dû pour la période du 23.7.40 au 23.1.45 et que le nécessaire a été fait immédiatement auprès de l'intéressé.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT M & T,





10/5

S.N.C.F.

Paris, le 16 MAI 1946

REGION DU SUD-OUEST  
Services, A.S.

Pl

R. N. C. F.  
REGION DU SUD-OUEST

17 MAI 1946

N° 1067

SECRETAIRAT-TRACTION

Règlement de la situation  
d'un agent.Monsieur le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction

Par communication Pl/ar du 22 novembre dernier je vous ai adressé copie de la lettre Pe 1275 du Service Central P, concernant le règlement de la situation de M. BARBAT, Léon, ex-ouvrier à Montluçon révoqué à la suite d'une condamnation prononcée pour infraction au décret du 1er septembre 1939.

Or, l'Union des Syndicats de la Région du Sud-Ouest nous signale verbalement que M. BARBAT se trouverait actuellement gêné du point de vue pécuniaire et que le règlement de sa situation n'aurait pas encore été effectué.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître d'urgence ce qui retarde la mise au point de cette affaire et les mesures que vous croirez devoir venir en aide à cet ex-agent.

**URGENTE**

20 MAI 1946

particulièrement recommandée.

L'INGENIEUR EN CHEF

RACHÈ A LA DIRECTION REGIONALE,

Copie pour le SECRETAIRAT

Avec prière de nous confirmer par retour du courrier que vous avez bien fait la nécessaire auprès du bureau régional de solde en vue du règlement de la situation de Barbat en ce qui concerne les rappels de solde à lui faire. Prière également de nous indiquer si cet ex-agent a perçu ces rappels, dans la négative intervenir immédiatement auprès du bureau régional de solde et nous en tenir compte.

Le Chef de la Division Signé : PÉSE  
du Service Central

18.5.46

M.D.22.I

Paris, le

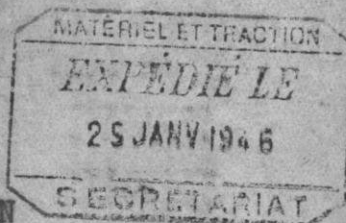
Janvier 1946

PA 3

- 1 dossier -

MINUTE

V. Transmission  
du 7.1.46



A.M.T. DE MONTLUÇON

AFFAIRE : BARBAT.-

L'application des dispositions de la lettre P I258 au cas BARBAT ne présente aucune particularité spéciale.

En conséquence, ainsi que cela vous a été prescrit par lettre PA2 du 28.II.44, vous transmettant la lettre P I258, il y a lieu d'envoyer au bureau régional de solde à Bordeaux, la fiche à établir dans ce cas comportant tous les renseignements utiles avec documents à l'appui (rappels de solde et réductions prescrits par lettre P I258) en vue du règlement de la situation de cet agent.

Ci-joint en retour le dossier qui vous a été adressé par erreur, avec prière de faire le nécessaire d'urgence auprès du bureau régional de solde, en vue du règlement rapide des sommes dues à BARBAT et de nous tenir au courant.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

SIGNÉ : LISSACQ

✓

le 16.11.45

gp  
26.11

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1<sup>re</sup> Division

NR : P. 1275

Monsieur le Directeur de  
la Région du Sud-Ouest

Réintégrations BARBAT et CHIROIX

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par lettre en date du 30 octobre dernier M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports nous a donné son accord à la réintégration pour ordre de M. BARBAT, Léon, ouvrier à Montluçon, révoqué à la suite de sa condamnation, le 20 Juin 1940, par le Tribunal correctionnel de Montluçon, à 3 mois de prison et 50 Frs d'amende pour propos défaitistes (infraction au décret du 1<sup>er</sup>.9.1939)

Les faits pour lesquels BARBAT a été condamné étant d'ordre politique, la période d'absence de l'intéressé ne sera pas neutralisée et les dispositions de la lettre P 1258 du 8 novembre 1944 seront appliquées à BARBAT dont la mise à la retraite prendra effet du 28 janvier 1945, date à laquelle il a atteint l'âge de 55 ans, ce qui lui permettra de bénéficier d'une pension de retraite normale.

D'autre part, le Ministre a décidé de réintégrer, avec le bénéfice des avantages prévus par la lettre P 1258, M. CHIROIX, Jacques, ex-chef de gare de 5<sup>e</sup> classe à Aubigny, dont la révocation a été également prononcée à la suite de sa condamnation pour infraction au décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

P. le DIRECTEUR  
LE CHEF DE LA DIVISION CENTRALE  
DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL  
Signé : FATALOT.

Service Administratifs

Pl/Ar

Monsieur le Chef du  
Service MT

transmise à toutes fins utiles. Je

.....



Je crois devoir appeler votre attention sur la nécessité de faire régler, dans le moindre délai, la situation de ces agents.

Paris, le 22 novembre 1945

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
VIEL

Pa

Copie pour A.M.T. MONTLUÇON

avec prière de nous rendre compte de la date de prise de service de BARBAT.

Paris, le 28 Novembre 1945  
LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

Signé : PESEZ



Services Administratifs

Pl/Ar

Monsieur le Chef du Service  
MR, MR

MATÉRIEL ET TRACTION

REÇU

12 3 NOV 1945

SECRÉTARIAT

Copie transmise à toutes fins utiles. Je crois devoir appeler votre attention sur la nécessité de faire régler, dans le moindre délai, la situation de ces agents.

Paris, le 2

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS,

PA'

Copie pour AMT de Montigny

après prise de connaissance

compte

le 28.11.45

Reçu : Pess

(8 pages)  
jointes



Je joins de  
Montigny, du 1.11.46  
transmission de l'AMT  
pour vérification et suite à donner  
à donner pour la situation de la  
de la situation de la  
le point copie de la  
aud. c. al Pau 16.11.45  
Signé : La Croix  
le 18.1.46

S.N.C.F. Paris, le

MT - SO

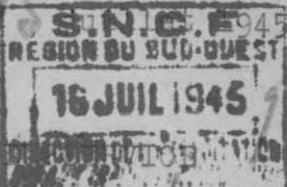
PA<sup>1</sup>

REGION DU SUD-OUEST

13 JUIL 1945

DIRECTION DE L'EXPLOITATION

LE CHEF



Révision de sanctions

MATERIEL ET DE LA TRACTION  
MATERIEL ET TRACTIONMonsieur LE CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS,

19 JUIL 1945

SECRETAIRE

- suite à lettre PAI du 13 - 4 - 45 -

Nous sommes avisés par le Syndicat des Cheminots de Montluçon que la Commission mixte de révision des sanctions aurait statué sur le cas de l'ex-ouvrier BARBAT, Léon, de l'entretien de MONTLUÇON-LA-LOUE, laquelle aurait décidé la réintégration de cet ex-agent et sa mise à la retraite.

Je vous serais obligé de vouloir bien nous confirmer cette décision, étant donné que nous avons à statuer sur une demande de facilités de circulation formulée par cet agent.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION,

SERVICE ADMINISTRATIF

Bureau du Personnel

PL/M2

Le Chef des Services Administratifs  
à M. le Chef du Service du Matériel et de  
la Traction,

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que le dossier de M. BARBAT a été soumis,  
pour décision, à Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel le 5 juin 1945

Nous ne pouvons qu'attendre la décision, à intervenir

18 JUIL 1945



MINUTE

S.N.C.F.

Paris, le

juillet 1945

MT - SO

PA<sup>1</sup>

Révision des sanctions

MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

EXPÉDIÉ LE

13 JUIL 1945

SECRÉTARIAT

LE CHEF DU SERVICE

du

MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

à

Monsieur LE CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS,

suite à lettre PA<sup>1</sup> du 13 - 4 - 45 -

Nous sommes avisés par le Syndicat des  
Cheminots de Montluçon que la Commission mix-  
te de révision des sanctions aurait statué  
sur le cas de l'ex-ouvrier BARBAT, Léon, de  
l'entretien de MONTLUÇON-LA-LOUE, laquelle  
aurait décidé la réintégration de cet ex-  
agent et sa mise à la retraite.

Je vous serais obligé de vouloir bien  
nous confirmer cette décision, étant donné  
que nous avons à statuer sur une demande de  
facilités de circulation formulée par cet  
agent.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION,

Signé : BAROIS

*Barois*  
*17/7/45*

I P.

MONTLUÇON, le 2 Janvier 1945

Monsieur le Chef du Service M.T.  
Division du Service Général  
PERSONNEL PA2

BARBAT a demandé sa réintégration et  
sa demande vous a été adressée jointe à  
ma transmission du 9.12.44

L'INGENIEUR CHEF D'ARRONDT.  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION



436  
PA  
MONTLUCON, le 4 Juillet 1945

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division du Sec Général - PERSONNEL PA1 -

- AFFAIRE BARBAT - AMNISTIE -

L'ex-ouvrier charron BARBAT Léon de l'entretien de La Loue  
révoqué le 23/7/1940, s'est présenté le 3 courant à notre bureau  
et nous a montré une note du Syndicat des Cheminots l'avisant  
( que la commission d'amnistie dans sa réunion du 30 Mai 1945 avait  
A ( accepté sa réintégration et en raison de son âge, sa mise à la  
( retraite.

BARBAT demandant des facilités de circulation pour sa femme,  
je vous prierais de bien vouloir nous confirmer A et à partir de  
quelle date cette réintégration est à faire.

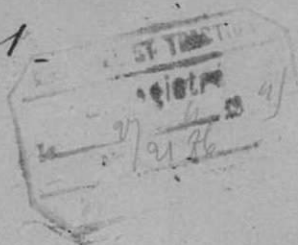
LE CHEF D'ARRONDISSEMENT M.T.

*Barbat*

*Barbat 12/10/45*  
*Barbat 12/10/45*  
*Barbat 12/10/45*



PA1



Arrondissement de  
Montluçon

Pour permettre la révision  
du cas de l'ex-ouvrier Barbat,  
leer de l'Entretien de Montluçon  
révoqué pour condamnation à 2.6.40  
à 3 mois de prison et 50<sup>fr</sup> d'amende,  
je vous prie de vouloir bien nous  
adresser une copie du jugement  
condamnant Barbat aux peines  
indiquées ci-dessus.

1 p.  
M. le Chef du  
Service M & T  
Division du Sec Général  
PERSONNEL PA1

Ci-joint la copie  
demandée.

MONTLUCON, 12.5.45  
LE CHEF D'ARRONDISSEMENT M & T

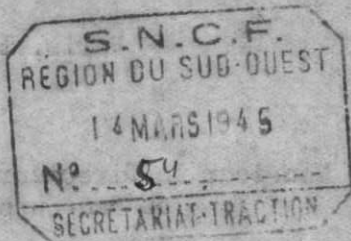
*Montluçon*

Paris, le 26 Août 1945

*Th*

Jugement remis  
aux Jrs Adm  
H. Mangas le  
15.5.45

SERVICES ADMINISTRATIFS  
Bureau du Personnel  
Pl-Du



14 MINUTE

Monsieur le Chef du Service du Matériel et de la  
Traction.

Copie transmise en vous priant de bien vouloir nous adresser  
d'urgence, pour être soumis à l'examen de la Commission de révision  
des punitions, les dossiers des agents se trouvant dans l'un des  
cas visés.

Paris, le 13 MAR 1945

Le Chef des Services Administratifs



Kel

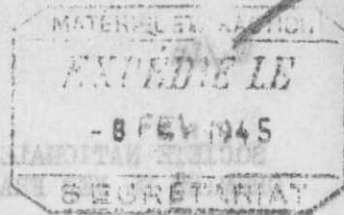
Copie pour PA

Ci-joint la liste des intéressés

Le Chef de Bureau Principal  
(Personnel)

JK

MINUTE



PA~

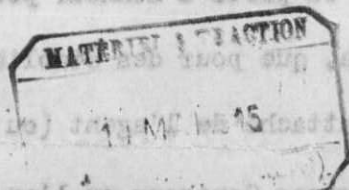
M. le Chef des Services Administratifs

V.R du 24.1.45

Remise de Barbat

3/4

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint  
les renseignements recueillis auprès du juge du  
Tribunal de Montluçon au sujet ~~sur~~ au sujet  
des propos reprochés à l'ex-ouvrier Barbat Léon  
de l'Enchevê de Montluçon la loue



Le Chef de Bureau

7.2.45

Signé : PESEZ



Réquisitoire du 12.6.40 de mise en accusation  
par Monsieur le Procureur de la République.

-----

Dans l'après-midi du 15.5.1940 en arrivant à l'atelier de la Compagnie du Chemin de Fer où il travaille, BARBAT s'est adressé à ses camarades et leur a dit :

"La Hollande vient de déposer les armes , la France aurait dû en faire autant ".

Le Nommé THEVENIN intervint alors pour lui reprocher ses propos et lui rappeler qu'en 1938, les communistes avaient critiqués l'accord de Munich et traité Monsieur DALADIER de traître, la-dessus BARBAT aurait répliqué:

"Oui, DALADIER est un traître".

BARBAT est affilié au parti communiste et passe pour continuer à faire de la propagande sournoise .

Déclaration BARBAT du 19.5.1940

Mercredi 15-5-40 vers 15 h 30 , je me trouvais aux machines à bois à La Loue, le menuisier AUBERGET s'est adressé à moi en me disant :

"As-tu entendu au poste que la Hollande a déposé les armes ."

J'ai répondu qu'à 11h 45 , j'avais pris au poste de radio , le quart d'heure du soldat, j'ai bien entendu parler de la Hollande mais je ne sais pas ce qui a été dit .

A ce moment THEVENIN s'est adressé à moi en me disant :

"Vous, les communistes , on ne sait ce que vous valez, vous êtes tous des traîtres"

La-dessus, j'ai demandé à THEVENIN à quel parti il appartenait, il m'a répondu qu'il n'appartenait à aucun parti et que le parti communiste était l'ennemi n°1 de la classe ouvrière .

Je suis communiste depuis 1928.

Montluçon-la-Loue, le 2 février 45

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.

MONTLUÇON

Suite à la lettre du 24.1.45 de Monsieur le Chef des Services administratifs, je vous fais connaître que nous avons fait ce jour une démarche auprès de Monsieur le greffier du tribunal pour connaître la nature des propos défaitistes tenus par l'ex-ouvrier BARBAT éon le 15.5.1940.

Ci-joint copie :

1°) du réquisitoire de Monsieur le Procureur de la République pour la mise en accusation de cet agent.

2°) copie de la déclaration faite par BARBAT.

Une copie du jugement intervenu le 20.6.1940 a déjà adressée le 22.4.41 au service général P, suite à sa lettre P6 du 15.4.1941.

L'INSPECTEUR CHEF DE L'ENTRETIEN

.....

MONTLUÇON, le 3 Février 1945

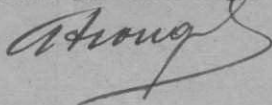
- 3 pièces -

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division du Sce Général-PERSONNEL PA2 -

(Suite à votre transmission PA2  
du 27 courant).

Je vous adresse ci-joints les renseignements recueillis auprès du greffier du Tribunal de Montluçon au sujet de la condamnation de l'ex-ouvrier BARBAT, Léon, de l'entretien de Montluçon-La-Loue.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT M.T.



5 FEV 1945



101/10/2

S.N.C.F.

Paris, le 24 JAN 1945

Région du Sud-Ouest  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Pl.Co

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

V.R. : PA2  
du 5-1-45.

Votre lettre rappelée ci-contre, relative à la réintégration de M. BARBAT Léon, ex-ouvrier à l'entretien de Montluçon, révoqué le 23 Juillet 1940 à la suite d'une condamnation pour propos défaitistes nuisibles à la défense nationale.

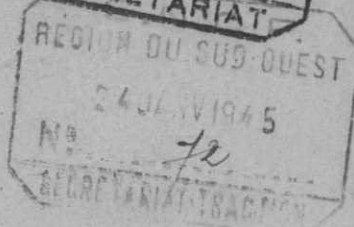
Pour me permettre de renseigner M. le Directeur du Service Central du Personnel, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me préciser, dans le plus bref délai, les termes qui ont été reprochés à M. BARBAT.

MINUTE

Copie pour l'Arrond. de Montluçon

Avec prière de faire de toute urgence une démarche auprès du Juge du Tribunal aux fins de connaître quels sont exactement les propos qui ont été tenus par Barbat

Le Chef de la Division  
des Services Généraux



MONTLUCON, le 26 Décembre 1944

Monsieur le Chef du Service M.T.  
Division du Service Général  
PERSONNEL PA2

- Réintégration de l'ex ouvrier BARBAT de  
l'Entretien de Montluçon La Loue -  
suite à votre lettre PA2 du 22 courant.

Je vous informe que le cas de cet ex agent a été signalé à la Division du Sec Général - Secrétariat par notre lettre du 1er septembre 1944 faisant suite à ses lettres des 10 et 11 août 1944.

Mon avis sur sa réintégration éventuelle était le suivant :

"Pas d'objection quant à sa réadmission, toutefois, je signale que cet agent est âgé de 57 ans".

Il ne lui a pas été adressé de lettre recommandée.

L'INGENIEUR CHEF D'ARRONDT.  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Stamp: MATERIEL & TRACTION  
Entered: 1-1-45  
N° 3454  
2 CIRCONSCRIPTION

PA2  
Arrondissement de  
Montluçon  
Prise de renseignements  
confirmant que Barbat n'a pas  
solicité sa réadmission.  
Paris, le 30 Dec 1944

MINUTE

PA2

Arrondissement de Montluçon

Reintégration  
de l'ex-couvier  
Barbat de  
l'ect. Montluçon

Je vous prie de vouloir bien  
nous indiquer par retour du courrier  
si l'ex-couvier Barbat, bon de  
l'Enthetey de Montluçon la Roue  
révoqué le 23.7.40 a sollicité  
sa réintégration spontanément ou  
après envoi de la lettre recommandée  
prevue par lettre P. 1162 du 30.9.40  
ou bien encore si son cas nous a été  
soumis sans que rien n'ait été fait encore.

Prière de nous faire connaître  
également votre avis sur la réadmission  
éventuelle de cet agent

22.12.44

Lacroix

Signé :

Réponse de Montluçon  
du 26.12 retournée  
avec prière de confirmer  
que Barbat n'a pas sollicité  
sa réadmission 29.12.44





PA  
MONTLUCON, le 7 Janvier 1946

MATÉRIEL ET TRACTION

- 8 JANV 1946

SECRETARIAT

- 8 p -

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division du Service Général  
- PERSONNEL Pa -

- REINTEGRATION BARBAT -

(Suite à votre transmission du 28-11-45 de la  
lettre de M. le Directeur Service Central  
du Personnel à M. le Directeur de la Région  
SUD-OUEST du 16-11-45 - Pe 1275)

Je vous adresse ci-joint, la fiche  
prévue, l'imprimé P-II-4 Code de la Famille,  
ainsi que les relevés de salaires perçus,  
par l'ex-ouvrier BARBAT Léon de l'entretien  
de Montluçon-La Loue, réintégré pour ordre  
et admis à la retraite avec effet du 28 jan-  
vier 1945 date à laquelle il a eu 25 années  
d'affiliation, devant bénéficier des dispo-  
sitions de la lettre P 1258 du 8 Novembre  
1944.

Cet agent bénéficie d'une pension de  
retraite servie depuis qu'il a atteint  
l'âge de 55 ans, c'est-à-dire le 1er avril  
1942.

Je vous prierais de bien vouloir faire  
le nécessaire pour le règlement de la situa-  
tion de cet agent.

1448  
CENTRE DE RECRUTEMENT M & T  
Service Général

RÉGION DU SUD-OUEST

Service de.....

adressé à Monsieur La Cour  
Inspecteur de la voie d'œuvre  
transports à Liège  
100,000 ex 18<sup>e</sup> carré bul'e 56 gr. Imp Groot (63350-4-38)

Nº de N<sup>re</sup> 6931.

REÇU les pièces ci-dessus.

le ..... 19

Alonlucon, le 27-7-1941

L'Ingénieur-Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction

S: R Martin

## Retour à l'Expéditeur

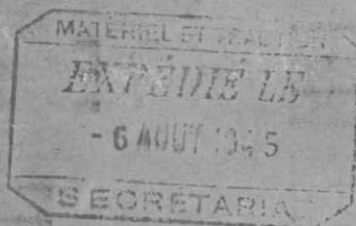
243  
Copie pour  
A.M.T. BRIVE

Suite à notre transmission du 16.7.45

VESSAT est bien à considérer comme réintégré pour ordre à compter du 16.6.45 mais ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, cet agent doit être considéré à partir de cette date en situation de disponibilité sans faculté d'effectuer des versements pour la retraite, et non en congé sans solde comme l'indique votre lettre IV-p. 161.72 du 28.7.45

Paris, le  
LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé: LISSACQ



Copie pour PB

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL  
1ère Division

28 juillet 1945

Monsieur le Directeur de la Région  
du Sud-Ouest,

NR : Pe 767

Par lettre Pl/Co du 19 courant, vous m'avez demandé comment devait être réglé le cas de M. VESSAT, Julien, ex-conducteur à Brive, dont la réintégration a été approuvée par M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports et qui, dirigeant actuellement l'atelier de constructions funéraires de son frère décédé, désirerait ne reprendre son service qu'à la fin de l'année.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donné le motif invoqué par l'intéressé, je n'ai pas d'objection à ce qu'il lui soit donné satisfaction.

Ainsi que je propose le Chef de votre Service M.T., il conviendra de considérer M. VESSAT comme réintégré pour ordre à compter du jour où sa réintégration lui a été notifiée et de le placer, à partir de la même date, en situation de disponibilité sans faculté d'effectuer les versements à la Caisse des Retraites (application de la lettre P. 1259 du 8 novembre 1944).

P. LE DIRECTEUR,  
LE CHEF DE LA DIVISION CENTRALE  
DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL  
signé : FATALOT

*Voir au dos*

...



Direction  
Pl/Co

Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction,



Réintégration.

Copie transmise pour application comme  
suite à votre lettre PA2 du 10 juillet dernier.

Paris, le - 1 AOUT 1945

LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST,

MINUTE

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

10 JUIL 1945

SECRÉTARIAT

Ante Ac  
PA - Paris le 3 juillet 45  
Le Chef de Bureau Principal  
(Personnel)

Vu à Ac  
lui il faut aussi à noter  
on fait l'annuaire 15-16  
disponibilité sans avoir  
ou sans renseignements  
4.7.45  
M

Remboursement

V.R. 31.5.45

concernant Vessat

1 p. à copier

M. le Chef des SCS administratifs

J'ai l'honneur de vous transmettre

ci-joint, une lettre de l'ex. conducteur 'électricien'  
Vessat Julien, du dépôt de Brive, indiquant qu'il  
désire reprendre son service, mais seulement à la fin  
de l'année, étant donné qu'il est tenu de diriger  
l'atelier de constructions funéraires de son beau frère  
décédé.

Je vous serais obligé de vouloir bien nous confirmer  
que nous pouvons considérer cet agent ~~comme~~ rembourse  
pour ordre à compter de la date à laquelle la  
décision de M. le Directeur du Secal I du 14.3.45  
autorisant sa remboursement lui a été notifiée, et  
ensuite <sup>comme</sup> mis en disponibilité à compter de la  
même date. Vous voudrez bien vous enquérir dans ce cas  
si l'agent doit être autorisé ou non à faire  
des versements pour le Récépissé

Le Chef du Sec.

Rien n'a encore été fait en ce qui concerne le paiement des sommes revenant  
à Vessat, cet agent n'ayant répondu que le 25 juin aux différentes lettres qui lui ont été adressées  
Copie pour AMT Brive. depuis le 14 mars dernier.

Avec prière de vouloir bien nous indiquer la date à laquelle  
la décision a été notifiée à Vessat comme suite à lettre PA<sup>n</sup> du 29.3.45

Copie pour Ac

7.7.45

BUREAU DU PERSONNEL  
EXPÉDIÉ LE  
16 JUIL 1945

Signé: LISSACQ

Rappel fait  
à Brive le 30.7.45  
U

# AVIS au PERSONNEL

Par lettre du 9 novembre 1942, les Autorités d'occupation ont prescrit au Gouvernement Français le recrutement parmi le personnel de la S.N.C.F. d'un second contingent de 2.990 spécialistes du Service du Matériel et de la Traction ainsi que de plusieurs contingents d'agents d'autres catégories.

En application de ces instructions, les agents suivants ont été désignés, suivant les ordres de priorité précédemment fixés, pour partir en Allemagne :

## Catégorie "DESSINATEURS"

Nom et prénoms	Grade	Né le	N° de classement	Etablissement	Département
BARDIN Lucien	attaché groupe VI, d	28.7.21	1	Division du matériel Sub-division des Etudes PARIS	
CHARGE Roger	calqueur	8.7.20	3	d°	
DESPAGNE André	attaché groupe VI	10.8.20	4	d°	
JABIEN Daniel	dessinateur calqueur	12.1.20	5	d°	
ANGELELLIN Lucien	attaché groupe VI	21.1.20	6	d°	
ALAUX Raymond	d°	22.6.20	9	d°	
COYTURIER Marcel	calqueur	28.7.18	10	d°	

Apostille allemande.

Périgueux le 25 Juin 1945

AMT BRIVE.

Monsieur l'Ingénieur,

Comme suite à votre lettre du 12 courant ~~me~~ faisant part de la décision que M. le Directeur a prise à mon égard, j'ai l'honneur de vous informer que je désire reprendre mon emploi de Conducteur électricien au dépôt de Brive le plus tôt possible.

Néanmoins étant donné les difficultés de ma situation actuelle je ne puis le faire immédiatement.

J'ai en effet pour charge depuis Mai 1942, de faire marcher l'atelier de constructions funéraires resté fermé jusqu'à cette date par suite du décès de mon frère sous officier au 326<sup>ème</sup> de ligne survenu aux Armées en Octobre 1939.

Je ne pense pas pouvoir abandonner la gestion de cet atelier avant la fin de l'année en cours, sauf imprévu.

Tenant compte de ~~cela~~ <sup>ce</sup> je vous prie de me considérer alors à la date du 15 Juin 1945 en congé sans solde jusqu'au 1<sup>er</sup> Janvier 1946.

Veillez agréer, Monsieur l'Ingénieur mes salutations.

VESSAT.

Julien VESSAT 161 Bld du Petit Change-  
Périgueux.



BRIVE, le 28 Juillet 1945

IV-p-161.72

DIVISION DU SERVICE GENERAL PA2

-AFFAIRE VESSAT Jus<sup>lien</sup> CONDUCTEUR ELECTRICIEN Dépôt BRIVE.

(Suite à votre lettre du 10.7.45)

A la suite de votre lettre PA2 du 26.3.45, nous avons adressé à VESSAT le 13.4.45 une lettre recommandée avec A de R l'avisant de sa réintégration et lui demandant de nous faire connaître ses intentions. Cette lettre étant restée sans réponse et l'accusé de réception ne nous ayant pas fait retour, nous lui avons adressé une deuxième lettre (recommandée avec A de R) le 24.5.45 rappelant les termes de notre première lettre/

Par lettre du 8.6.45, VESSAT nous accusait réception de cette dernière lettre et nous faisait savoir qu'il chargeait l'Organisation syndicale de défendre ses intérêts, mais ne donnait aucune précision sur ses intentions de reprendre son service dans les conditions fixées.

A la suite de la lettre de M. le Directeur du Service Central P du 28.5.45 dont vous m'avez donné copie le 11.6.45, nous avons écrit le 12.6.45 une nouvelle lettre à VESSAT, l'avisant de la mesure bienveillante prise à son égard et dans laquelle nous avons cru devoir préciser que "la période comprise entre la date à laquelle il aurait reçu cette lettre et la date de sa reprise effective serait décomptée comme congé sans solde."

Par ma transmission IV p 161.72 du 30.6.45, je vous ai fait connaître que VESSAT ayant été avisé le 15.6.45, de cette nouvelle mesure, nous invitions le dépôt de Brive à le considérer comme réintégré pour ordre et en congé sans solde à compter du 15.6.45.

Dans ces conditions, je vous prie de vouloir bien me confirmer que nous pouvons prendre cette dernière date pour déterminer les rappels à lui faire en application des dispositions de la lettre P 1258.

J'ajoute que par lettre du 21.7.45 VESSAT nous a fourni le relevé de ses salaires jusqu'au 14.6.45.

L'INGENIEUR CHEF D'A.M.T.

*M. J. J. J.*

*[Signature]*

*[Signature]*

Perquieux le 25 Juin 1945.

Monsieur L'Ingénieur C.A.M.T. Bise la Gaillarde.

Recommander  
9.6.45

Monsieur L'Ingénieur.

Comme suite à votre lettre du 12 courant me faisant part de la décision que Monsieur le Directeur a prise à mon égard, j'ai l'honneur de vous informer que je désire reprendre mon emploi de Conducteur Electicien au Depot de Bise le plus tôt possible.

Néanmoins, étant donné les difficultés de ma situation actuelle je ne puis le faire immédiatement.

J'ai en effet pour charge depuis Mai 1942, de faire marcher l'atelier de constructions funéraires resté fermé jusqu'à cette date par suite du décès de mon frère sous-officier au 325<sup>e</sup> de ligne survenu aux Armées en Octobre 1939.

Je ne pense pas pouvoir abandonner la gestion de cet atelier avant la fin de l'année en cours, sans inconvénient.

Tenant compte de cela je vous prie de me considérer alors à dater du 15 Juin 1945 en congé sans solde jusqu'au 1<sup>er</sup> Janvier 1946.

Veuillez agréer Monsieur L'Ingénieur mes salutations



Julian VESSAT 161 Boulevard du Petit Change

Perquieux.

REGION DU SUD-OUEST

Paris, le 2 JUIL 1945

Services Administratifs  
Pl/Ga

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction.

Réintégration.



Notre attention a été appelée sur  
M. Julien VESSAT, demeurant 161, Boulevard du Petit  
Change à Périgueux, révoqué pour activité politique  
et syndicale et dont la réintégration serait envisa-  
gée.

Je vous serais obligé de vouloir bien  
me faire connaître où en est actuellement l'examen  
de ce cas particulier, notamment en ce qui concerne  
la régularisation des sommes dues à l'intéressé  
pour la période pendant laquelle il a été éloigné  
du service.

*Donner réponse*

*Vil*

IV-D-161.72

Transmis à la DIVISION DU SERVICE GENERAL - PA2

---

- AFFAIRE VESSAT Julien, Conducteur Electricien,  
Dépôt de Brive -

( Suite à la lettre de M. le directeur du 28.5.45 ).

Ainsi que l'indique l'accusé de réception ci-joint, VESSAT a été avisé de la mesure bienveillante prise par M. le Directeur le 15.6.45

J'invite le Dépôt de Brive à le considérer comme réintégré pour ordre et en congé sans solde à partir du 15.6.45 et je lui prescris de m'adresser d'urgence les renseignements nécessaires en vue de le faire bénéficier des dispositions de la lettre P 1258 du 8.11.44.

Brive, le 30.6.1945  
L'INGENIEUR CHEF D'A.M.T.

2 JUIL 1945

RECEVU (1945)



REGION DU SUD-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS

PI/AR

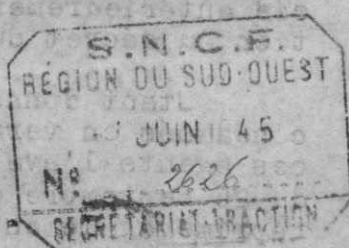
MINUTE

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

Copie transmise à toutes fins utiles pour M. Vessat

Paris, le 31 MAI 1945

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS,



PA<sup>2</sup>

Copie pour l'arrondt. de Brive

(La lettre du 14 mars dernier du Sr. Cal. P. rappelle ci-contre  
à fait l'objet de la lettre PA<sup>2</sup> du 26.3.45)

avec prière de faire application à l'ex-conducteur  
électricien Vessat Julien du dépôt de Brive des dispositions  
de la lettre P.1258. En l'avisant de cette décision il y aura  
lieu de lui demander si dans ces conditions il désire reprendre  
immédiatement le travail.

Dans l'affirmative la période comprise entre la date à  
laquelle vous l'avez invité à reprendre le travail et la date de sa  
reprise effective devra être décomptée comme congé sans solde

Vous aurez à nous tenir au courant

6.45.

Signé: LISSACQ



7/15/5

Paris, le 28 Mai 1945

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL  
1ère Division

N. Réf. Pe 459

Monsieur le Directeur de la Région Sud-Ouest,

Par lettre du 14 Mars dernier, je vous ai informé que M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports avait approuvé la réintégration dans les cadres, de MM. OLIVO François, cantonnier à Ablis-Paray et VESSAT Julien, conducteur électricien à Brive, révoqués à la suite de leur condamnation prononcée antérieurement à l'Armistice pour infraction au décret du 24 Juin 1939.

Etant donné que si, au lieu d'avoir été condamnés en vertu du décret du 24 Juin 1939 ces agents l'avaient été en vertu de celui du 26 Septembre de la même année (lequel réprime également la distribution des tracts) leur situation administrative aurait été réglée conformément aux dispositions de la lettre P. 1258 du 8 Novembre 1944, je n'ai pas d'objection à ce qu'il soit fait aux intéressés, par mesure bienveillante, application de la lettre ci-dessus rappelée et je vous prie de bien vouloir faire le nécessaire en conséquence. Il sera fait application à la famille de M. OLIVO qui, déporté en Allemagne, est réintégré pour ordre, des dispositions de la lettre P 1271 du 13 Novembre 1944

LE DIRECTEUR

Signé : CAMBOURNAC

Paris, le 18 mai 1945

PA2

Arrondissement MT BRIVE

REINTEGRATION

Prière de nous indiquer si l'ex-  
conducteur électricien VESSAT Julien, du  
dépôt de Brive, a repris son service.

Dans la négative, prière de lui  
adresser une lettre recommandée l'invitant  
à vous faire connaître dans un délai de 15  
jours s'il accepte ou non sa réintégration  
afin de permettre le réglément définitif de  
sa situation.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

L'Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Tracée

PAZ

MINUTE

Arrondissement de Brive

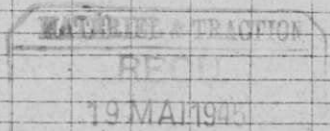
Reintégration

Prière de nous indiquer ~~si~~ si l'ex  
cons. élect. Vessal Julien, du Depot de  
Brive, a repris son service.

Dans la négative, prière de lui adresser  
une lettre recommandée ~~par~~ l'invitant  
à vous faire connaître dans un délai de  
15 jours s'il accepte ou non sa réintégration  
afin de permettre le règlement définitif  
de sa situation

Le chef de Br.

Signé : PESEZ



Service

17.5.45

## Agents travaillant en Allemagne

Dépôt Stourat  
Karbonne

Nom, prénom	Grade	Utilisation en Allemagne	Lieu d'affectation
PRÉHER	Fère	chauffeur	Frankfurt sur Oder
HELDBERG	René	mécanicien man.	ouvrier
CHATAIN	Jean Marie	mécanicien auxiliaire	chauffeur

Dépôt Karbonne  
Hermesdorf  
~~Ruehmann~~  
Rothemow  
Am Bentschen

PA<sup>1</sup>

~~Arrondissement de Brive~~

Suite à lettre PA<sup>2</sup>

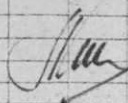
du 26.3.45

Je vous prie de vouloir bien  
nous indiquer si l'ex-conducteur électrique  
Vessat Julien du dépôt de Brive  
a repris le travail et dans l'affirmative  
à quelle date.

Paris, le 23 Avril 1945

Le Chef du Service Principal

(V. 22452)



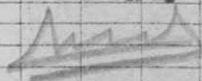
IV-e-

DIVISION DU SERVICE GENERAL - PA2

L'ex C.E. VESSAT Julien du dépôt de  
Brive n'a pas encore répondu à la lettre que  
nous lui avons adressée à la suite de votre note  
du 26.3.45 et n'a pas repris son service.

Nous vous tiendrons au courant de sa  
décision.

Brive, le 25.4.1945  
L'INGENIEUR/CHIEF D'A.M.T.





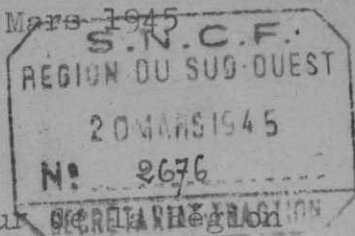
# Agents travaillant en Allemagne

7<sup>ème</sup> A.M.

Nom, prénom	Grade	Utilisation en Allemagne	Lieu d'utilisation
BELMAS	René aide électricien Narbonne		Elitz
GRAS	René dessinateur proj. 7 <sup>ème</sup> MT		Osnabrück
<del>JAUEN</del>	<del>François S.C.B.O. Foug</del>	Desine	<del>Eberswalde</del> <del>Brandenburg, Anklam</del>
MARCHAISSEAU	Daniel contremaître rect. Foug	Desine	Eberswalde
<del>ROUALDES</del>	<del>Gabriel C.F.O. Foug</del>	Desine	Eberswalde
ZOTTARELLI	Philippe ouv. 72 <sup>ème</sup> et. Bézières	ouvrier	Magdeburg <del>Rechenberg</del>
<u>SABINEU</u>	Gaston manoeuvre 71 <sup>ème</sup> son	manoeuvre 13.7.43	Middam. Ruhnow
<u>BRUN</u>	Georges chauffeur 72 <sup>ème</sup> son	chauffeur 6.8.43	Neubentschen
<u>NUNO</u>	Gierre 1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup> 6.8.43	Neubentschen

55/17/2  
SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

Paris, le 14 Mars 1945



1ère Division  
Pe 87

Monsieur le Directeur  
SUD-OUEST

J'ai l'honneur de vous faire connaître que sur notre proposition, Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports a approuvé le 27 février dernier la réintégration dans les cadres de:

M.M. OLIVO François, cantonnier à Paray-Douaville  
VESSAT Julien, conducteur-électricien, à Brive

Je vous serais obligé de bien vouloir notifier ces décisions aux intéressés auxquels il devra être fait application des dispositions de ma lettre Pe 142 du 13 courant et m'indiquer la date de leur remise en service.

/Le Directeur

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé: FATALOT

REGION DU SUD-OUEST  
Services Administratifs  
Bureau du Personnel

Monsieur le Chef du Service *M.T.*  
de l'Exploitation

Copie transmise en vous priant de bien vouloir faire le nécessaire.

Paris, le 19 MAR 1945

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

*Colin*  
*René Vinal*  
*Il ne s'agit pas de*  
*demande de congé*  
*21/3/45*

*[Signature]*

Paris, le

AC

Mars

PA2

MINUTE

A.M.T. BRIVE



REINTEGRATION

M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports a approuvé la réintégration dans les cadres de l'ex-conducteur électricien MASSAT Julien du dépôt de Brive, révoqué le 25.2.40.

Je vous prie de notifier cette décision à l'intéressé, auquel il devra être fait application des dispositions de la lettre Pe 142 du 13 mars et ci-jointe, et indiquer au bureau du Personnel (PA2) la date de sa remise en service.



EN CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTIER

Signé : BAROIS

Copie pour PE - PA2  
D

*rappel fait  
le 21.4.45*

24.3.45

SD 22.II

Paris, le 23 Novembre 1944

MINUTE

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIE LE

23 NOV 1944

SÉCRÉTARIAT

PA 2

Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AMNISTIE - REINTEGRATION

Suite à lettre P.II62  
du 30/9/44I dossier

Conformément aux dispositions du 3ème alinéa du 2° de la lettre P. II62 du 30/9 44 de Monsieur le Directeur, j'ai l'honneur de vous ~~transmettre~~ ci-joint, ~~un dossier de l'ex-conducteur~~ <sup>renvoyé</sup> de ~~l'ex-conducteur~~ <sup>révoqué</sup> le 25.2.40 à la suite de sa condamnation antérieure à l'armistice et à l'application du Décret du 25.9.39.

VESSAT a été condamné par la Cour d'Appel de Limoges à la suite d'un jugement rendu par le Tribunal Correctionnel de Brive le 12.9.39 à un an de prison avec sursis et 1000 frs d'amende sans sursis, pour avoir " détenu en vue de propagande des tracts d'inspiration étrangère de nature à nuire à l'intérêt national ".

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL.

COPIE pour : AMT BRIVE

Séné PSEBZ

Suite à sa transmission du 9.II.44

Paris, le 23 Novembre 1944

LE CHEF DE BUREAU PRINCIPAL  
- Personnel -BUREAU DU PRINCIPAL  
EXPÉDIE LE  
23 NOV 1944

BRIVE, le 24 mars 1945

IV-e-

DIVISION DU SERVICE GENERAL PA2

- AMNISTIE-REINTEGRATION-

Le 9.11.44, je vous ai transmis une note par laquelle le dépôt de Brive émettait un avis favorable à la réadmission au CP du CE VESSAT Julien du dépôt de Brive révoqué le 25.2.40 à la suite d'une condamnation pour avoir détenu, en vue de propagande, des tracts d'inspiration étrangère de nature à nuire à l'intérêt national.

Par lettre PA2 du 29.11.44, vous nous avez avisé que son cas était soumis aux services administratifs.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître la suite qui a été donnée à cette affaire.

L'INGENIEUR / CHEF D'A.M.T

*[Signature]*

*cas ref*

RECEVÉ À L'ACTION

1945

26 MAR 1945



S.N.C.F.

**Copie**

*Requiescent aux dossiers généraux*  
(affaires spéciales) MG  
Paris, le 5 Février 1940  
1 Place Valhubert (13e)

Région du Sud-Ouest

DIRECTION

Bureau du Personnel

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et Traction

M. VESSAT, Julien, conducteur  
électricien à Brive a été condamné à un  
an de prison avec sursis et 1000 frs d'a-  
mende sans sursis pour avoir détenu, en vue  
de propagande, des tracts d'inspiration  
étrangère de nature à nuire à l'intérêt  
national.

M. le Directeur Général a prononcé  
la révocation de cet agent.

J'ai l'honneur de vous prier de  
vouloir bien notifier cette décision à  
l'intéressé.

Ci-joint, en retour, le dossier  
communiqué.

Signé: VIEL

*à classer au dossier  
de l'agent*

*Copie donnée à Arr. Brive - D. P. B. -  
Bureau Rept. de Solde  
le 16. 2. 1940.*

Paris, le 2 Novembre 1939

MATÉRIEL ET TRACTION

DP. 161.76

Copie

AGENTS ARRETES  
POUR PROPOS CON-  
TRAIRES A L'ORDRE  
PUBLIC PUIS MOBILISES

Monsieur le DIRECTEUR GENERAL  
(Service Central du Personnel)

Par jugement en date du 12 septembre, le tribunal de Brive a condamné le conducteur électricien VESSAT, Julien, du dépôt de Brive, à 3 mois de prison sans sursis et 1.000 frs d'amende pour "avoir détenu, en vue de la propagande, des tracts, bulletins, papillons d'inspiration étrangère de nature à nuire à l'intérêt national".

Sur appel à minima du Procureur de la République, et sur appel de l'inculpé, l'affaire est revenue devant la Cour d'appel de Limoges qui, le 22 septembre, a élevé la peine de prison de VESSAT de 3 mois à 1 an, mais avec bénéfice de la loi de sursis, et a maintenu ferme l'amende de 1.000 frs.

VESSAT, qui avait été rayé de l'affectation spéciale, a été mobilisé le 18 octobre courant.

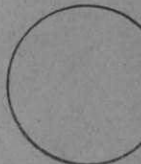
Conformément à la décision que vous avez prise à notre réunion du 23 octobre courant, (question 176), je vous adresse ci-joint son dossier, en vous proposant la révocation.

.....

J'ajoute que le conducteur électricien  
VESSAT est suspendu depuis le 1er septembre  
1939, date de son incarcération.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé: DIMAS



A REMPLIR  
PAR L'EXPÉDITEUR

Département

(sous le n° si y a lieu) *1862*  
*1862*  
*1862*

adressé à (suspension complète) M. *1862*

le sous le n° *1862*

enregistré au bureau de *1862*

(b) d'un mandat (2) de *1862*

Le soussigné déclare que *1862*

mentionné ci-contre le mandat *1862*

a été dûment payé le (a) *1862*

Signature de l'agent au bureau destinataire: *1862*

NOTA. — En cas d'absence de l'expéditeur, l'objet recommandé ou chargé, adressé à un domicile, est remis en instance au bureau destinataire pendant 15 jours, après trois présentations successives à ce domicile.

(1) Nature de l'objet (lettre, boîte, paquet, échantillon, etc.).

(2) Ajouter, suivant le cas : ordinaire, carte, lettre, télégramme, etc.

(3) Donner les indications indiquées.

(4) Dans le régime international il est fait usage de la formule n° 515.

(5) Donner les indications indiquées.

(6) Donner les indications indiquées.

(7) Donner les indications indiquées.

(8) Donner les indications indiquées.

(9) Donner les indications indiquées.

(10) Donner les indications indiquées.

(11) Donner les indications indiquées.

(12) Donner les indications indiquées.

(13) Donner les indications indiquées.

(14) Donner les indications indiquées.

(15) Donner les indications indiquées.

(16) Donner les indications indiquées.

(17) Donner les indications indiquées.

(18) Donner les indications indiquées.

(19) Donner les indications indiquées.

(20) Donner les indications indiquées.

(21) Donner les indications indiquées.

(22) Donner les indications indiquées.

(23) Donner les indications indiquées.

(24) Donner les indications indiquées.

(25) Donner les indications indiquées.

(26) Donner les indications indiquées.

(27) Donner les indications indiquées.

(28) Donner les indications indiquées.

(29) Donner les indications indiquées.

(30) Donner les indications indiquées.

(31) Donner les indications indiquées.

(32) Donner les indications indiquées.

(33) Donner les indications indiquées.

(34) Donner les indications indiquées.

(35) Donner les indications indiquées.

A DÉCHIRER.

Nom et adresse  
de l'expéditeur:  
A REMPLIR  
PAR L'EXPÉDITEUR.

à  
rue  
M  
n°

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.



(1) Biffer les indications inutiles.  
(2) 75 centimes pour un avis demandé au moment du dépôt.  
1 fr. 50 pour un avis demandé postérieurement au dépôt.

Departement

Pour le bureau de

AVIS DE RÉCEPTION (1)  
D'UN OBJET CHARGÉ OU RECOMMANDE.  
AVIS DE PAYEMENT.

